



COUR DES
COMPTES
EUROPÉENNE

Direction de l'information, environnement de travail et innovation
Le Directeur

Objet: Invitation à soumissionner

Réf : Appel d'offres n° AO 581 «Fourniture de papier graphique et à copier»

Madame, Monsieur,

1. OBJET

La Cour des comptes européenne envisage la passation d'un contrat-cadre de fourniture pluriannuel sur 4 ans de papier graphique et à copier de différents grammages, tailles et coloris et répondant à certains critères techniques et normes environnementales tels que reprises dans la partie B du cahier des charges.

Les documents de marché comprennent: l'avis de marché, la présente lettre d'invitation, le projet de contrat, le cahier des charges et le dossier d'offre

Les documents de marché sont exclusivement disponibles en ligne via le lien suivant :

<https://etendering.ted.europa.eu/cft/cft-display.html?cftId=1977>

2. TRANSMISSION ET PRÉSENTATION DES OFFRES

Si vous êtes intéressé par ce marché, je vous invite à faire parvenir une offre **en triple exemplaire** (un original et deux copies munies d'un cachet « copie ») et rédigées dans l'une des langues officielles de l'Union européenne.

La transmission des offres se fait au choix des soumissionnaires:

- a) soit par envoi par la poste ou par un service de messagerie au plus tard le **16 décembre 2016**, heures locale. Feront foi en cas d'envoi postal, le cachet de la poste et en cas d'envoi par un prestataire de messagerie, la date du récépissé de dépôt ;
- b) soit par dépôt au siège de la Cour des comptes (voir adresse ci-après) au plus **tard le 16 décembre 2016, à 17h00**. Dans ce cas, le dépôt de l'offre sera établi au moyen d'un reçu daté, signé par un fonctionnaire du service de réception de la Cour des comptes européenne (Accueil) à qui les documents seront remis. Ce service est ouvert du lundi au vendredi de 9h00 à 17h00; il est fermé les samedis, dimanches et jours fériés de la Cour des comptes.

La soumission par courrier électronique ou fax n'est pas autorisée.

Le soumissionnaire devra respecter les modalités de transmission suivantes:

- l'envoi ou le dépôt des trois exemplaires doit être fait sous double enveloppe ou emballage, fermé par tout moyen approprié et **portant une marque distinctive permettant d'identifier l'expéditeur** ;
- sur l'enveloppe/emballage **extérieur**, il est demandé de faire figurer l'adresse et les mentions suivantes :

Cour des comptes européenne
Réception – Procurement Service
12, rue Alcide De Gasperi
L – 1615 Luxembourg

APPEL D'OFFRES N° AO 581

«Appel d'offres - ne pas ouvrir par l'agent de la réception ni par aucune personne non habilitée»

- sur l'enveloppe/emballage **intérieur**, il est demandé de faire figurer les mentions suivantes:

Cour des comptes européenne
APPEL D'OFFRES N° AO 581

- Offre de la société-

«Appel d'offres - ne pas ouvrir par l'agent de la réception ni par aucune autre personne non habilitée »

Si des enveloppes autocollantes sont utilisées, elles seront fermées à l'aide de bandes collantes au travers desquelles sera apposée la signature de l'expéditeur.

Les offres ne respectant pas les modalités visées ci-dessous seront considérées comme irrecevables.

Afin de respecter au mieux l'environnement, il est fortement recommandé que les offres respectent certains critères comme l'impression recto-verso. Il est également recommandé de limiter les documents fournis à ce qui est requis dans les spécifications techniques et d'éviter autant que se peut les dossiers en plastiques et les attaches métalliques.

Toute offre doit:

- être signée par le soumissionnaire ou son mandataire désigné ;
- être parfaitement lisible afin d'éliminer le moindre doute sur les termes et les chiffres ;
- être établie suivant les formulaires type de réponse figurant dans le dossier d'offre (Annexe 3).

Le dossier d'offre (Annexe 3) contient tous les formulaires type de réponse et précise tous les documents à rédiger pour soumissionner.

En cas d'absence des pièces justificatives ou des documents demandés, l'offre du soumissionnaire peut être exclue.

Les frais occasionnés pour la préparation et la soumission des offres sont intégralement à la charge du soumissionnaire et ne seront pas remboursés.

3. VALIDITÉ DE L'OFFRE

Le soumissionnaire est tenu de maintenir toutes les conditions de son offre pendant 6 mois après la date limite de dépôt des offres.

4. CONDITIONS GÉNÉRALES

La remise d'une offre entraîne pour le soumissionnaire :

- l'acceptation intégrale du règlement financier¹ et des règles d'application du règlement financier² auxquels sont soumises la procédure de marché et l'exécution du contrat ;
- l'acceptation intégrale des conditions contenues dans la présente invitation à soumissionner, dans le cahier de charges et dans le contrat;
- l'engagement irrévocable d'exécuter le contrat aux conditions de son offre au cas où celui-ci est retenue ;
- la renonciation à ses propres conditions de vente, de travaux et/ou de prestations de services ;
- la reconnaissance d'avoir pu apprécier l'étendue et la qualité des prestations demandées, ainsi que des difficultés possibles.

L'offre présentée lie le soumissionnaire pendant l'exécution du contrat, s'il en devient l'attributaire.

Dès le moment où la Cour des comptes a ouvert l'offre, le document devient la propriété de celle-ci et est traité de façon confidentielle.

5. CONTACTS AVEC L'INSTITUTION

Pendant toute la procédure, les contacts entre la Cour des comptes et les soumissionnaires ne sont autorisés qu'à titre exceptionnel. Ils ne peuvent intervenir que dans les conditions suivantes :

- avant la date de clôture du dépôt des offres :
 - à l'initiative des soumissionnaires, la Cour peut fournir des renseignements supplémentaires ayant strictement pour but d'explicitier la nature du marché.

¹ Règlement financier (UE, EURATOM) n° 966/2012 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union « le Règlement Financier » (JO L298 du 26/10/2012) , modifié en dernier lieu par le règlement (UE, Euratom) n° 2015/1929 du Parlement Européen et du Conseil en date du 25/10/2015 (JOUE L 286 en date du 28/10/2015) ;

² Règlement délégué (UE) no. 1268/2012 de la Commission du 29 octobre 2012 relatif aux règles d'application du règlement (UE, Euratom) no. 966/2012 du Parlement européen et du Conseil relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union (JO L362 du 31/12/2012), ci-après, le « RAP » et modifié en dernier lieu par le règlement délégué de la Commission (UE) n°2015/2462 en date du 30/10/2015 (JOUE L 342 en date du 30/10/2015).

Les demandes de renseignements supplémentaires, doivent être adressées par le lien "Créer une question" de l'onglet "Questions et Réponses" de la page Ted-eTendering correspondante (<https://etendering.ted.europa.eu/cft/cft-display.html?cftId=1977>).

Il ne sera répondu à aucune demande de renseignement supplémentaire reçue moins de cinq jours ouvrés avant la date de clôture du dépôt des offres.

- de sa propre initiative, la Cour peut informer les intéressés de toute erreur, imprécision, omission ou toute insuffisance matérielle dans la rédaction des documents d'appel d'offres.
- le cas échéant, les renseignements supplémentaires et les informations précitées seront publiés sur le site "Ted-eTendering" (<https://etendering.ted.europa.eu/cft/cft-display.html?cftId=1977>). Cette page web est mise à jour régulièrement et les soumissionnaires ont la responsabilité de vérifier les mises à jour et modifications apportées pendant la durée de l'appel d'offres.
- après l'ouverture des offres
 - dans le cas où une offre donnerait lieu à des demandes d'éclaircissement ou s'il s'agit de corriger des erreurs matérielles manifestes dans la rédaction de l'offre, la Cour des comptes peut prendre l'initiative d'un contact avec le soumissionnaire, ce contact ne pouvant conduire à une modification des termes de l'offre.

6. ATTRIBUTION ET CONCLUSION DU MARCHÉ

La présente invitation à soumissionner ne constitue aucun engagement contractuel de la part de la Cour des comptes. Celui-ci ne prend naissance qu'à la signature du contrat avec l'attributaire retenu.

La Cour peut, jusqu'à la signature du contrat, soit renoncer au marché, soit annuler la procédure de passation du marché, sans que les soumissionnaires puissent prétendre à une quelconque indemnisation. Le cas échéant, cette décision serait motivée et portée à la connaissance des soumissionnaires.

Les soumissionnaires seront informés de la suite qui aura été réservée à leur offre par courrier électronique uniquement. Ils sont tenus de fournir, dans les coordonnées de leur offre, une adresse de courrier électronique valide et de consulter régulièrement leur messagerie.

7. DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Le suivi de votre réponse à l'invitation à soumissionner impliquera l'enregistrement et le traitement de données à caractère personnel (par exemple : nom, adresse, CV). Ces données seront traitées conformément au règlement (CE) n° 45/2001 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions et organes communautaires, et à la libre circulation de ces données. Sauf indication contraire, les réponses aux questions et les données à caractère personnel demandées sont nécessaires pour l'évaluation de l'offre du soumissionnaire, conformément aux spécifications de l'invitation à soumissionner, et seront traitées uniquement par les services responsables du présent marché à cette fin. D'autre part, les données personnelles peuvent, le cas échéant, être transférées à l'auditeur externe de la Cour des comptes européenne, à l'Instance des Irrégularités Financières, aux services de l'Office européen de Lutte Anti Fraude (OLAF) de la Commission européenne et à la Commission dans le cadre de la mise en œuvre du système de détection rapide et d'exclusion prévu aux articles 105 bis à 108 du Règlement Financier de l'Union (http://ec.europa.eu/budget/explained/management/protecting/protect_fr.cfm).

Vos données à caractère personnel peuvent être enregistrées et traitées dans le système de détection rapide et d'exclusion si vous vous trouvez dans l'une des situations visées à l'article 106 et 107 du Règlement Financier. Cette disposition concerne tant les soumissionnaires en tant qu'opérateurs

économiques que les personnes ayant le pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle sur lesdits opérateurs économiques.

Sur demande, vous pouvez obtenir la communication de vos données à caractère personnel et vous pouvez demander la rectification de toute donnée personnelle inexacte ou incomplète. Pour toute question concernant le traitement de vos données personnelles, vous pouvez vous adresser au Délégué à la protection des données de la Cour. Vous avez le droit de saisir à tout moment le Contrôleur européen de la protection des données en ce qui concerne le traitement de vos données à caractère personnel.

8. OUVERTURE DES OFFRES

Les soumissionnaires ou leur représentant désirant assister à l'ouverture des offres, qui se déroulera le **22 décembre 2016, à 10 heures** au 12 rue Alcide De Gasperi à Luxembourg-Kirchberg, sont priés de se manifester par écrit (e-mail: eca-procurement.service@eca.europa.eu, télécopieur +352 4398 46667) au plus tard le **21 décembre 2016, à 12 heures**, et doivent produire leur habilitation à représenter leur société ou le consortium. Une seule personne par société ou par consortium est admise.

9. ANNEXES

Font partie intégrante du présent appel d'offres, les annexes ci-après :

1. Projet de contrat
2. Cahier des charges avec les annexes
3. Dossier d'offre (ce dossier contient tous les formulaires type de réponse et précise tous les documents à rédiger pour soumettre une offre)

Dans l'attente de vous lire, je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.



Magdalena CORDERO